

# « Donner plus de force à notre économie »

Harlem Désir



Le parti socialiste a organisé un séminaire sur le pacte de responsabilité, en présence de Jean-Marc Ayrault et de Michel Sapin. Le PS sera « *force de proposition* » assure Harlem Désir, qui demande au Medef de s'engager sur des contreparties claires. Tous les socialistes sont mobilisés pour la réussite de ce pacte, qui doit permettre de lutter durablement contre le chômage.

## L'AGENDA

### 17 février

► Atelier sur l'Europe de la défense à Solférino

### 20 février

► Forum Imaginons notre Île-de-France à Eaubonne (Val-d'Oise)

### 25 février

► Forum Imaginons notre Île-de-France au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis)

# Pacte de responsabilité : pas une option mais des obligations

« Le pays attend que nous soyons exemplaires et que nous menions la bataille de la croissance et de l'emploi », a affirmé Jean-Marc Ayrault lors du séminaire du bureau national sur le pacte de responsabilité, organisé lundi 10 février par le PS. Le Premier ministre et le ministre du Travail sont venus discuter avec les membres du bureau national et les parlementaires socialistes sur la mise en place du pacte annoncé par François Hollande. Le pacte de responsabilité devrait permettre de baisser de 30 milliards d'euros les charges qui pèsent sur les entreprises, en échange d'engagements en terme d'investissements et d'emplois.

## Un débat constructif

Face aux interrogations d'une partie de la gauche du parti, le premier ministre a tenu à rassurer, en expliquant « qu'il y aura du dialogue ». Lors des débats (il a) « ressenti cette même ambition de faire que ça marche, afin de faire reculer durablement le chômage ». « Je sors de cette réunion avec la conviction, une fois de plus, que la majorité parlementaire sera au rendez-vous » a-t-il affirmé. Et pour lui il y a urgence : « Aujourd'hui, il n'y a pas le choix pour le pays. Nous avons pris trop de retard sur le plan économique. Il faut se concentrer sur l'essentiel. » « Le parti socialiste est mobilisé pour la réussite du pacte de responsabilité », a



©Philippe Grangaud

confirmé pour sa part Harlem Désir. Le premier secrétaire a insisté sur « la chance historique » que constitue ce compromis social qui vise à « donner plus de force à notre économie ». « Nous avons déjà créé le CICE, il faut amplifier la politique de soutien à la production ». Le PS sera « force de propositions ». « Il faudra s'assurer des retombées en terme d'emplois, de qualité des emplois, de formation », a ajouté Harlem Désir qui a insisté : « Le Medef doit accepter des contreparties claires, sur l'emploi, la qualification, l'investissement... » Le premier secrétaire a reçu son président Pierre Gattaz la semaine dernière dans le cadre

des consultations des partenaires sociaux, entamées deux semaines auparavant. « Notre pays doit rattraper son retard en matière d'innovation, d'équipements des entreprises. Il faut que notre appareil productif redevienne plus compétitif » a estimé Harlem Désir. Selon lui, cette politique de soutien à la production ne s'oppose pas à une politique de la demande, puisque « créer davantage d'emplois, c'est aussi créer du pouvoir d'achat ». Il est nécessaire désormais de s'assurer de la bonne réussite du dialogue social, condition sine qua none de la mise en place du pacte.

## Le dialogue social, clé de la réussite des entreprises

Journées débat  
sur L'EMPLOI

« En fait-on trop ou pas assez en matière de cogestion et de codétermination en France ? » Telle était pour Jean-Marc Germain la question fondamentale de la journée-débat sur l'emploi « Pouvoir et décision dans l'entreprise », organisée à l'Assemblée par le PS, mercredi 12 février. Pour Pervenche Berres, députée européenne, la crise qui a éclaté en 2007, due à la financiarisation excessive de l'économie, est bien la preuve de « l'inversion du rapport de force entre le capital et le travail ». Et dans cette opposition, la question de la gouvernance est essentielle : qui a le pouvoir de décision, existe-t-il des contre-pouvoirs ?

Depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, plusieurs évolutions qui visent à associer davantage les salariés ont été instaurées et vont modifier les rapports au sein des entreprises : création de nouveaux sujets de dialogue obligatoire, comme la formation, l'égalité professionnelle, possibilité pour les représentants des salariés de faire des contrepropositions (loi Florange) ou encore intégration des salariés aux conseils d'administration dans les grandes entreprises. Faut-il aller plus loin ? Jorg Hofmann, vice-président d'IG Metall, était là pour présenter le « modèle allemand », souvent cité en exemple

en matière de cogestion. Fondé sur des syndicats organisés et puissants, il permet à la négociation d'ériger des règles différentes selon les secteurs. En Allemagne, les conventions collectives régissent le code du travail, ce qui crée de fortes disparités entre les salariés. L'instauration d'un salaire minimum étatique concédé par Angela Merkel à la gauche est la première loi du genre. Pour Jorg Hofmann, la cogestion « a permis à l'Allemagne de sortir confortée de la crise ». Ce modèle existe depuis plus de 60 ans, il a connu des ratés, mais reste « inimaginable si le paysage syndical est morcelé. »

### Trouver « un chemin français »

C'est pourquoi Michel Sapin estime impossible de « bêtement transférer un modèle qui n'est pas le nôtre ». En France, la loi est au-dessus du reste, et il n'est pas question que cela change. Par ailleurs, là où les allemands ont un représentant patronal et un syndical, « il n'est pas rare chez nous d'avoir trois représentants des patrons, et au moins cinq des salariés », constate, sans le déplorer, le ministre du Travail. Face à cette réalité, il insiste sur la nécessité de trouver « un

chemin français. » Michel Sapin rappelle que le gouvernement veut améliorer le dialogue social, qui sert à « dépasser les conflits, les surmonter, grâce à un compromis ». Cette question du dialogue social était au cœur de la deuxième table ronde. Édouard Martin, syndicaliste de Florange et désormais tête de liste socialiste aux élections européennes, se souvient des difficultés auxquels les salariés étaient confrontés quand ArcelorMittal a décidé de fermer les hauts fourneaux : « Nous avions face à nous un fantôme. À chaque fois que nous posions une question, on nous répondait : "Vous attendez cinq minutes, j'appelle Londres." ». Aline Chenu, avocate en droit social, relève que « 58 % des salariés sont employés dans des structures qui dépendent d'un groupe ». Ce manque d'interlocuteurs définis crée des difficultés pour instaurer la démocratie dans les entreprises. Mais la volonté du gouvernement est bien là pour faire avancer les choses. Pour Jean-Marc Germain, il existe « une convergence sur ce qu'il faut faire afin que les entreprises s'en sortent et réussissent ». Le pacte de responsabilité doit leur permettre d'investir et d'embaucher. Et pour sa réussite, il n'y a qu'une voie, le dialogue social.

# L'artisan de la transformation de Toulouse

Il y a six ans, la rue d'Alsace-Lorraine, plus longue artère commerciale de Toulouse, était traversée chaque jour par 15 000 voitures et de 900 bus. Elle est aujourd'hui piétonne et les transports collectifs y ont été développés grâce au tramway et aux navettes. Autrefois délaissé, l'arrière du Capitole a été réaménagé. Désormais, les enfants peuvent jouer dans le square Charles de Gaulle et les axes menant à la Garonne et au canal ont été dégagés. L'artisan de cette transformation ? Pierre Cohen, maire socialiste élu en 2008, et candidat à sa réélection. Dès son arrivée aux responsabilités, il a lancé ce grand chantier, afin que « *Toulouse soit à la hauteur des grandes villes européennes* », comme l'explique Isabelle Hardy, adjointe chargée du projet de rénovation. Les travaux avaient trois objectifs principaux : l'ouverture de la ville sur ses voies d'eau, le canal et la Garonne ; l'apaisement de la ville grâce à la priorité donnée aux piétons et le réaménagement de l'espace public.

## Du neuf dans le centre

« *Ca valait le coup d'attendre !* », clament en cœur Patricia, Anaïs et Linda, assises sur un banc du parc de la place Saint-Georges. Car, si les travaux ont été longs et laborieux, les habitants sont satisfaits des nouveaux aménagements : le samedi, plus de 100 000 personnes arpentent la rue Alsace-Lorraine. Toulouse est devenue le



© Camille Saurey-Doron

deuxième centre commerçant de France après Paris. Et beaucoup de touristes, Espagnols surtout, viennent y faire des achats, pour la plus grande satisfaction des commerçants. Etudiants, jeunes actifs ou retraités, les badauds louent un centre « *magnifique* », et « *propre* ». Les navettes sont « *pratiques pour ceux qui ont du mal à se déplacer* », il y a plus d'espace pour les poussettes, les boutiques restent ouvertes entre midi et deux. Retraitée, Toulousaine depuis 1968, Odette estime que « *cela incite les gens à fréquenter davantage la ville* ». Et surtout,

les anciens font la différence avec la période précédente. Antonio, habitant depuis 47 ans, se souvient d'une rue Alsace-Lorraine « *infernale l'été* » à cause de la circulation. Michel, 77 ans, ne regrette pas « *tous les débris qui jonchaient le sol* ».

Le réaménagement du centre ville avait pour but de favoriser la cohabitation de tous. Entre les jeunes, très nombreux dans cette ville étudiante, qui veulent des lieux de divertissement, les personnes âgées, dont les déplacements doivent être facilités, les commerçants ou encore les familles, les attentes n'étaient pas les mêmes. Le défi a pourtant été relevé par Pierre Cohen. « *Pierre a fait de Toulouse une ville qui compte* », résume le maire de Paris, Bertrand Delanoë, venu le soutenir ce jeudi 6 février. Il salue « *gestion de gauche, efficace* », du maire. Mais Pierre Cohen n'est pas du genre à se reposer sur ses lauriers. Ce non cumulard rappelle à tous ses militants réunis pour un meeting qu'« *une élection n'est pas la satisfaction de ce qui a été fait* ». Le candidat souhaite continuer à faire de Toulouse « *une ville accessible à tous* » et n'oublie pas l'importance de faire campagne. « *Cette soirée est le top départ d'une campagne de mobilisation !* » conclut-il devant un parterre de militants du Parti socialiste, du PCF, du MRC et du Parti occitan.

## À Montauban, Roland Garrigues veut renouer avec les habitants



Les ambitions de Roland Garrigues, candidat investi par le PS à Montauban, « *se conjuguent au futur* ». Et pourtant, le Montalbanais est loin d'être un inconnu dans la

ville. S'il a été maire de 1994 à 2001, il refuse de « *rejouer le match* » et se présente avec une liste entièrement renouvelée, qui compte « *beaucoup de jeunes* », remarque Anne-Marie Aynié, l'une de ses colistières. Roland Garrigues veut « *rendre leur fierté* » aux Montalbanais qui pour beaucoup regrettent que cette ville paisible manque de dynamisme. Les grandes zones commerciales extérieures ont peu à peu pris le pas sur le commerce de proximité. De nombreux fonds de commerce du centre sont à vendre et les passants s'y font rares. Les temps sont durs, comme l'explique Antoine Morreira, caviste. Installé depuis 14 ans, il a été témoin de la lente dégradation du centre-

ville : « *les routes sont délabrées et il n'y a plus aucun place de parking gratuite* », constate-t-il, regrettant que la maire actuelle, Brigitte Barèges, élue UMP depuis 2001, « *ne se préoccupe pas davantage de la survie des petits commerçants ou des artisans* ». « *Les zones commerciales en périphérie ont tué le commerce de proximité* », abonde la gérante de la maison de la presse. « *Les services de la préfecture ou de la DDASS ont été déplacés, et le centre-ville s'est vidé progressivement* », ajoute-t-elle.

## Rétablir l'équilibre

Pour ces raisons, le candidat socialiste plaide pour « *un juste équilibre* » entre les commerces du centre et ceux de la périphérie, mais aussi d'une manière plus générale entre « *le centre, les quartiers et les hameaux* ». Car Montauban a la particularité d'être une ville de plus de 50 000 habitants dont l'habitat est très dispersé. Elle regroupe à la fois des barres d'immeubles et de petits quartiers résidentiels très éloignés du centre et de ses services. « *Ces hameaux représentent 45 % de la population et rien n'y est fait !* », relève-t-il.

La liste de gauche pourfend la « *politique spectacle* » de Brigitte Barèges, jugeant que ses investissements sont mal répartis. Ainsi, Paul Platon, l'un des co-listiers de Roland Garrigues, regrette que la somme investie pour rénover un rond-point n'ait pas plutôt servi pour refaire les écoles : « *certain élèves ont toujours cours dans des préfabriqués* », explique-t-il, en rappelant que la gauche compte bien faire de la jeunesse une priorité.

Le programme des socialistes vise par exemple à dynamiser le pôle universitaire. Ils sont déjà un millier à fréquenter le campus. Pourtant, Clara, Chloé, Pauline et Charlotte rient quand on leur demande comment est la vie étudiante : « *La vie quoi ?* ». Elles regrettent le manque de sorties ou d'activités culturelles accessibles. Le tarif étudiant au cinéma est à 7 €, « *alors qu'il est à 3,10 € à Toulouse* ». Pauline Blanc, présidente du MJS et 4<sup>e</sup> sur la liste compte bien renouer le contact avec ces jeunes et le reste des habitants, dont « *la maire est coupée* ». C'est tout le défi que devra relever Roland Garrigues pour être élu, le 30 mars prochain.



**LA VILLE  
QU'ON AIME  
POUR VIVRE  
ENSEMBLE**

**La ville ambitieuse  
pour la réussite  
de chaque enfant**

**MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !**



[lavillequonaime.fr](http://lavillequonaime.fr)